FORVM GEOPOLITICA
Independent Commentary on a Fractured World



Atlas soutient le monde : Rockefeller Center, New York

Comment l'oligarchie financière internationale continue de dominer le monde

Alex Krainer soutient que l'Empire britannique survit sous la forme d'un réseau financier transnational. Il analyse comment ce pouvoir instrumentalise les États et les entreprises pour maintenir sa domination par l'endettement.

Andreas Mylaeus

sam. 07 nov. 2026 24 min de lecture

Benjamin Disraeli, 1846 : *Le monde est gouverné par des personnalités bien différentes de celles que s'imaginent ceux qui ne sont pas dans les coulisses.*



https://www.youtube.com/watch?v=j6iMXV1ONlk

Une discussion entre experts

Le 12 octobre 2026, Pascal Lottaz et Alex Krainer se sont entretenus sur la chaîne YouTube « Neutrality Studies » de Pascal Lottaz.

La question abordée portait sur l'influence persistante de l'Empire britannique, supposé avoir disparu. La thèse de Krainer est la suivante : cet Empire britannique a certes disparu en tant qu'empire colonial territorial. Mais la Grande-Bretagne axée sur la finance, la City de Londres, n'aurait jamais vraiment perdu de son pouvoir. En tant que structure de pouvoir avec ses élites transnationales, elle n'aurait donc en aucun cas disparu. Elle se serait plutôt transformée, passant d'une forme de domination ouvertement impériale à un système largement invisible composé de capital financier, de réseaux politiques, de services secrets, de think tanks stratégiques et d'institutions internationales, qui sait habilement dissimuler son rôle.

Krainer qualifie cette entité d'« Empire britannique mort-vivant ». Il s'agit d'un pouvoir qui, formellement et aux yeux du grand public, n'existe plus, mais dont les intérêts fondamentaux, les modes de pensée et les méthodes de domination perdurent comme un zombie très actif.

Néocolonialisme

Le changement décisif réside dans le fait que cette puissance, toujours impériale, n'a plus besoin aujourd'hui d'exercer son pouvoir principalement par l'occupation directe de territoires étrangers. Il suffit de contrôler les conditions économiques et politiques dans lesquelles d'autres États prennent leurs décisions.

Quiconque accorde des crédits, définit les droits de propriété, contrôle les concessions de matières premières, influence les élites politiques et organise les dépendances militaires peut dominer des États sans les coloniser officiellement. Les revenus finiraient en grande partie dans les poches de l'oligarchie financière sous forme d'intérêts et de bénéfices commerciaux directs, tandis que les entreprises opérant directement dans les pays concernés fonctionneraient comme des courroies de transmission, par lesquelles la richesse de ces pays serait acheminée vers les coffres de la City de Londres et de Wall Street.

Les États-nations et les entreprises, instruments de transfert de richesse

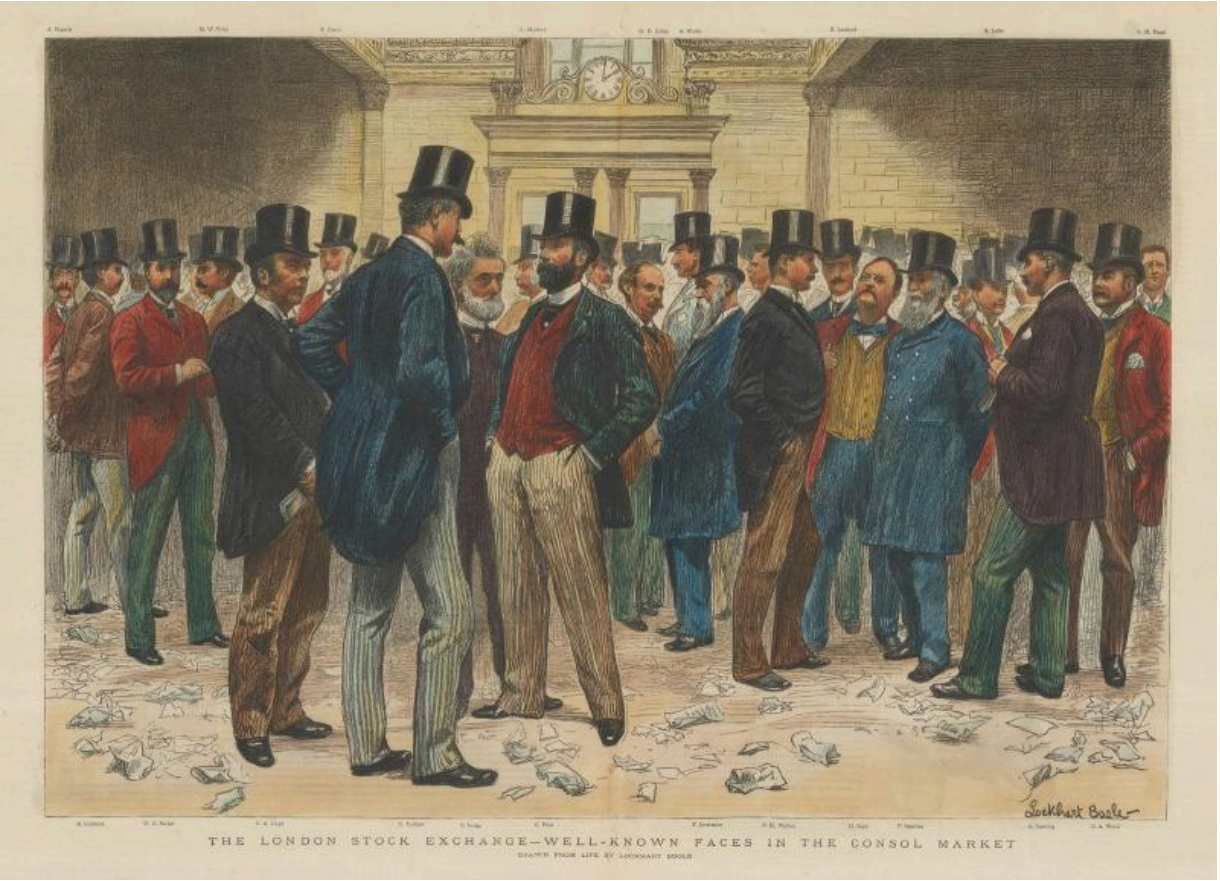
L'Empire serait donc moins une entité territoriale qu'un système de domination international qui utilise les États-nations et les entreprises internationales comme instruments au service de ses intérêts. La City de Londres et Wall Street apparaissent comme les nœuds centraux d'un unique réseau mondial de finance et de pouvoir.

Les États-Unis ne seraient pas pour autant le véritable successeur souverain de l'Empire britannique. Ils seraient – tout comme le reste de l'Occident collectif – plutôt un outil entre les mains de la structure de domination susmentionnée, qui utilise la puissance économique et militaire des États-Unis à ses propres fins et exclusivement dans son propre intérêt. En conséquence, différentes forces s'affronteraient au sein même des États-Unis : d'un côté, les défenseurs de la souveraineté nationale américaine ; de l'autre, des réseaux bien établis tels que ce qu'on appelle le « Deep State », que Krainer rattache à une élite impériale transnationale.

Dans ce contexte, le terme « britannique » ne désigne donc pas la population britannique ni le gouvernement de Londres – bien que ce dernier mène avec zèle et soumission les affaires de ses maîtres, comme c'est d'ailleurs le cas dans le reste de l'Europe. Cette désignation géographique exprime plutôt le fait qu'une grande partie du système de domination susmentionné a ses racines et son siège en Grande-Bretagne.

La question décisive de la politique mondiale n'est donc pas de savoir quel État détient officiellement le plus grand pouvoir, mais qui, grâce à sa puissance financière, contrôle les structures politiques, financières et institutionnelles par lesquelles ce pouvoir s'exerce.

L'historiographie courante, que nous apprenons tous à l'école en Occident, présente les choses tout à fait différemment : si nous concevons les empires exclusivement comme des États dotés de colonies, nous négligeons ces structures de pouvoir qui ont survécu à l'effondrement de la domination coloniale formelle et qui continuent d'opérer sous de nouvelles appellations et avec des structures similaires, et qui sont largement pilotées par un empire financier coordonné depuis des générations.



William Lockhart Bogle, *Pillars of the City, a Scene on Exchange*, 1891. Publié dans la presse illustrée londonienne. Parmi les personnages représentés, on peut notamment reconnaître : Lord Nathaniel Mayer Rothschild (1840-1915), 1er baron Rothschild, ainsi que l'honorable Lionel Walter Rothschild (1868-1937), son fils, et Carl Ferdinand Meyer, banquier proche de la famille Rothschild.



Le roi Charles III reçoit des consignes strictes de la part de son patron, Evelyn de Rothschild (photo : gettyimages)

Et tant qu'on y est :



LONDRES, ANGLETERRE – 11 DÉCEMBRE : Le prince Charles, prince de Galles et parrain des « Arts and Business Awards », remet la « Prince of Wales Medal for Philanthropy 2013 » à Lord Jacob Rothschild, quatrième baron Rothschild, l'un des cinq lauréats, lors d'une cérémonie qui s'est tenue le 11 décembre 2013 à Londres, en Angleterre. (Photo : Alastair Grant – WPA Pool/Getty Images)

Un cartel séculaire

Dans les années 1880, une guerre des prix du pétrole, célèbre à l'époque, opposa les Rockefeller à la famille Rothschild. La puissante famille Rothschild s'était lancée dans le secteur pétrolier russe et avait accordé aux frères Nobel des prêts destinés au forage pétrolier et à la mise en place d'infrastructures de transport pour l'exportation du pétrole vers les marchés européens et mondiaux. John D. Rockefeller y voyait une menace sérieuse pour la domination mondiale de sa Standard Oil. En 1892, cette guerre des prix contraignit Rockefeller à inviter le chef de la branche française de la famille Rothschild, le baron Alphonse de Rothschild, à une rencontre à New York. Les négociations aboutirent à un armistice, dans le cadre duquel les familles rivales conclurent une alliance (cf. par exemple Ron Chernow : *Titan, The Life* de John D. Rockefeller, Sr., New York 1998, p. 556). Ces relations étroites perdurèrent et influencèrent considérablement le développement économique et politique du XXe siècle.



Deux philanthropes : Lord Jacob Rothschild, quatrième baron Rothschild, et David Rockefeller dans la bibliothèque de la maison de ville de David Rockefeller à New York, mai 2012 (photo d'Annie Leibovitz)

Les biographies de ces familles ont leur place dans toute bibliothèque familiale.

Yougoslavie : comment une société devient un théâtre de guerre

Krainer explique ce qui le pousse depuis des décennies à analyser ces liens. Jeune homme d'une vingtaine d'années, il avait repris sans réserve le discours sur les prétendues raisons de la guerre dans l'ancienne Yougoslavie et s'était engagé comme volontaire dans l'armée. Mais par la suite, il s'est retrouvé très désorienté et s'est demandé : « Comment cette guerre a-t-elle bien pu éclater ? » Cette question ne l'a plus jamais quitté.

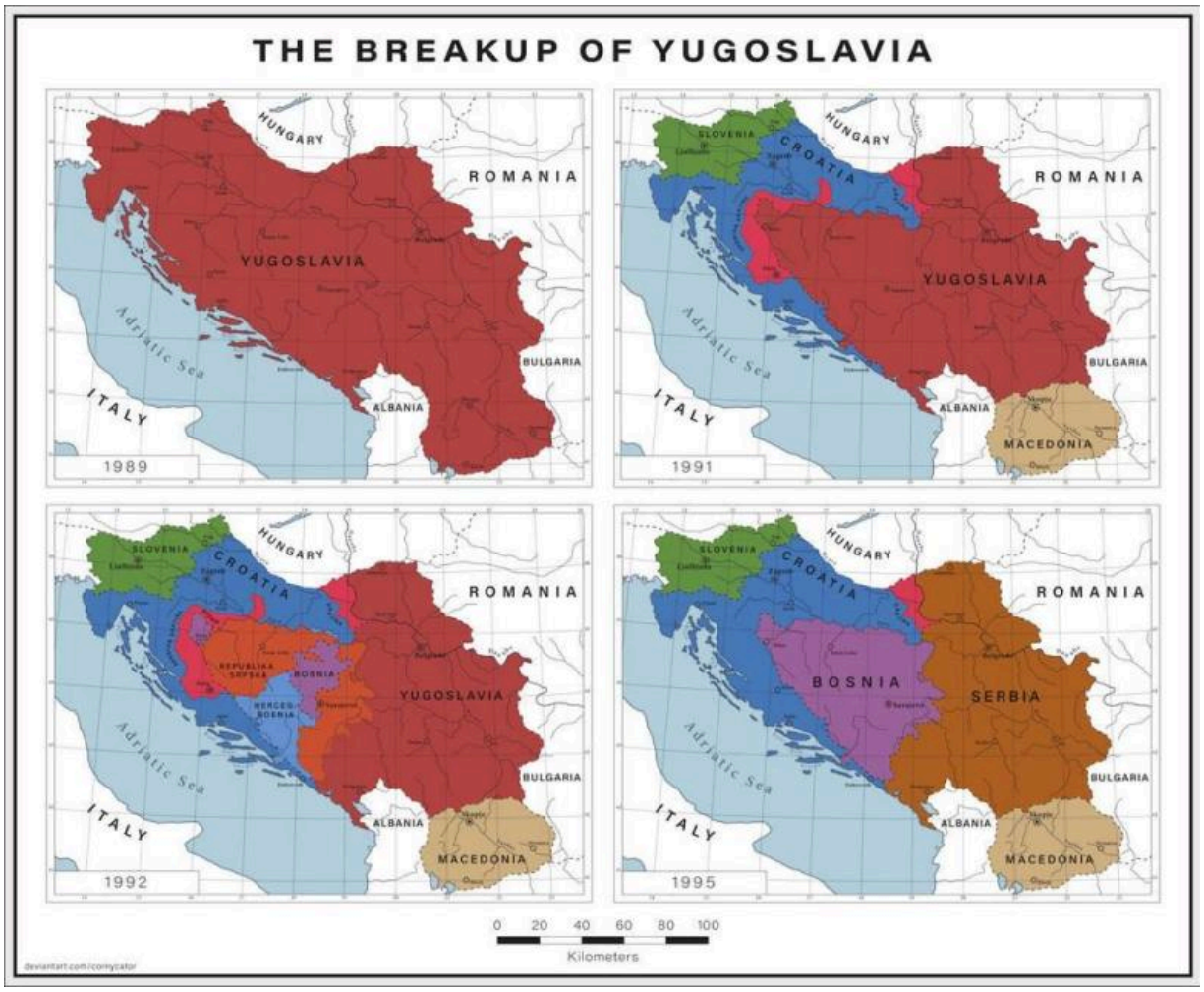
> *« Si, environ une semaine avant le début de la guerre, tu avais interrogé n'importe qui en ex-Yougoslavie, en Croatie, en Serbie ou dans d'autres républiques au sujet de la guerre, 99 % des gens t'auraient répondu que c'était impossible. La guerre n'aurait jamais lieu. »*
>
> ALEX KRAINER

Sa mère est serbe et son père croate.

> *« Beaucoup étaient dans le même cas. Ils étaient issus de mariages mixtes. Nous ne savions même pas vraiment qui était qui, car cela n'avait aucune importance. Les gens avaient l'air tout à fait normaux. Même la minorité musulmane – quand on leur parlait, ils me ressemblaient. Il n'y avait pas de wahhabisme. Il n'y avait pas d'extrémisme, etc. »*
>
> ALEX KRAINER

Ni guerre ethnique, ni guerre religieuse

Il décrit une société dans laquelle des personnes d'origines religieuses et ethniques différentes vivaient paisiblement ensemble dans tout le pays, fondaient des familles et ne se définissaient en aucune manière, dans leur vie quotidienne, par leur appartenance nationale. Comment une société aussi pacifique a-t-elle pu sombrer, en un laps de temps relativement court, dans un conflit violent ?



Il illustre sa réponse par le mythe moderne des fourmis rouges et noires dans un bocal : tant que les fourmis cohabitent paisiblement dans le bocal, elles ne se combattent pas. Mais si l'on secoue violemment le bocal, elles paniquent et se mettent à s'attaquer les unes les autres. Elles perçoivent alors les autres fourmis comme une menace, bien que leur nature fondamentale n'ait pas changé. Une image forte que les biologistes ne confirment toutefois pas en ces termes.

Mais ce qu'il faut retenir, c'est que les différences ethniques et religieuses ne mènent pas nécessairement à la guerre. Elles peuvent toutefois être exploitées politiquement, réinterprétées comme des menaces existentielles et amplifiées à outrance. Dès lors que les gens croient que l'autre groupe veut les attaquer, voire les anéantir, naissent la peur, la défiance et, finalement, la violence.

Cause de la guerre : les ambitions géopolitiques de l'oligarchie financière internationale

Cette guerre n'était donc pas le résultat d'un effondrement interne, d'hostilités ancestrales, de différences religieuses ou d'une prétendue désintégration ethnique inévitable. Elle a plutôt résulté de décisions politiques, de propagande, de luttes de pouvoir institutionnelles et de l'exacerbation de perceptions de menace

délibérément induites de l'extérieur. Krainer est convaincu que l'Empire britannique « zombie » a joué un rôle clé dans le fait d'avoir poussé cette région à la guerre à l'époque.

L'objectif visé : l'affaiblissement de la Russie

Comme lors de la Première Guerre mondiale, de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre froide, il s'agissait d'affaiblir la Russie autant que possible. C'est pourquoi on s'est attaché à transformer la Yougoslavie en poudrière, puis à y allumer la mèche. Le parallèle avec la guerre en Ukraine s'impose. Un État centralisé comme l'Ukraine ou la Yougoslavie est encouragé à lutter contre les aspirations à l'indépendance et à la sécession de républiques ou de régions qui souhaitent se détacher de l'État central ou, à tout le moins, ne plus se laisser gouverner par lui. Belgrade, sous Slobodan Milošević, tout comme Kiev, sous Volodymyr Zelensky, a été instrumentalisée pour pousser la Russie à entrer en guerre dans la région et ainsi l'affaiblir.

L'oligarchie financière britannique aurait joué un rôle décisif dans l'exacerbation des conflits en ex-Yougoslavie et dans l'orientation de la désintégration du pays dans une direction précise. Elle aurait d'abord soutenu un ordre étatique yougoslave centralisé sous la direction de Belgrade, bien que cette politique ne pouvait que provoquer la résistance des républiques aspirant à leur indépendance. Parallèlement, les embargos occidentaux sur les armes auraient rendu plus difficile pour les républiques dissidentes de se défendre militairement. Pour l'Union soviétique, l'influence croissante de l'Occident sur Belgrade et la centralisation de son pouvoir constituaient une menace concrète – sachant pertinemment que la City de Londres œuvrait depuis des décennies déjà à l'éclatement de la Russie. Elle aurait donc contourné l'embargo occidental sur les armes imposé aux républiques constitutives de la Yougoslavie et vendu notamment des armes à la Croatie.

Des dirigeants corrompus comme boucs émissaires

Krainer souligne qu'il ne considère pas les dirigeants serbes de l'époque, sous Slobodan Milošević, comme des représentants désintéressés du peuple serbe. Milošević lui-même aurait été l'un de ces apparatchiks très amoraux, qui n'aurait pas vraiment eu à cœur le sort du peuple serbe. Il aurait plutôt suivi ses consignes. Il aurait été envoyé à New York pendant quatre ans par le clan familial qui dirigeait alors la Banque nationale serbe, en tant que représentant de l'une des plus grandes banques de l'ex-Yougoslavie. À son retour de New York, il aurait soudainement été nommé président du Parti communiste serbe et aurait commencé à poser les jalons d'une prise de pouvoir visant à centraliser la Yougoslavie sous la domination de

Belgrade. Ce faisant, il aurait bénéficié du soutien sans faille des structures de pouvoir occidentales. Les libertés des différentes républiques ont été restreintes, ce qui a fait trembler le « verre des fourmis ».

Une interprétation erronée de l'histoire

Krainer s'oppose à une interprétation de l'histoire qui explique les conflits principalement par des tensions ethniques locales et ne traite les influences extérieures que comme une ingérence a posteriori. Son contre-modèle est le suivant : les antagonismes locaux fournissent certes la matière première, mais ce sont les intérêts des puissances extérieures qui décident quand et comment ceux-ci se transforment en un embrasement général.

L'importance géopolitique des Balkans : un conflit régional comme déclencheur potentiel d'une grande guerre

Les Balkans revêtent une importance particulière pour une stratégie de puissance mondiale. Krainer souligne la situation stratégique de la région, située entre la Méditerranée et l'Europe de l'Est. Les Balkans se trouvent au carrefour d'importantes voies de communication, d'espaces économiques et de zones d'influence militaires. De plus, la région a historiquement été à plusieurs reprises le point de départ de grands conflits européens. Ce n'est pas un hasard si le déclencheur immédiat de la Première Guerre mondiale y a vu le jour. Une nouvelle crise dans les Balkans pourrait immobiliser et affaiblir durablement la Russie. Dans ce contexte, la région elle-même n'est pas la cible réelle, mais un levier géopolitique contre la Russie. Comme le montre la guerre en Ukraine, l'objectif est de maintenir la Russie sous pression par une chaîne de crises régionales s'étendant de la mer Baltique aux Balkans, puis à la Méditerranée orientale et à l'Asie de l'Est.

La continuité d'une stratégie impériale

Dans ce contexte, Krainer fait référence au géographe et géopoliticien britannique Halford Mackinder, qui, au début du XXe siècle, a souligné l'importance du cœur de l'Eurasie pour l'équilibre mondial des pouvoirs.

Les réflexions de Mackinder font partie des théories classiques de la géopolitique, et la politique actuelle est l'expression d'un programme impérial qui perdure : les puissances maritimes devaient encercler le cœur eurasien par des zones d'influence

stratégiques et des foyers de crise, afin qu'aucune puissance continentale ne puisse acquérir une position dominante.

La cible principale est ici la Russie, considérée comme un adversaire potentiel des puissances maritimes occidentales en raison de son étendue territoriale, de ses ressources naturelles et de sa situation géographique.

Dans cette perspective, la géopolitique actuelle n'apparaît pas comme une succession de crises indépendantes les unes des autres. Il s'agit plutôt de différents théâtres d'une rivalité à long terme pour le contrôle de l'espace eurasien.

Bosnie-Herzégovine : une instabilité délibérément entretenue

L'argumentation de Krainer apparaît particulièrement clairement à travers l'exemple de la Bosnie-Herzégovine. Il décrit l'ordre étatique du pays comme une construction politique qui, après l'accord de Dayton de 1995, a mis fin à la guerre, mais a en même temps entretenu des tensions institutionnelles. Le pays serait caractérisé par un partage complexe du pouvoir entre Bosniaques, Serbes et Croates, ainsi qu'entre les différents niveaux de l'État. Cet ordre ne serait pas seulement un compromis difficile entre des groupes de population aux intérêts divergents, mais une structure susceptible à tout moment de conduire à une nouvelle escalade.

On le constate notamment dans la Republika Srpska, l'entité à dominance serbe au sein de la Bosnie-Herzégovine. Selon lui, l'ingérence internationale, les mesures politiques prises par les institutions nationales et la pression exercée sur les dirigeants de la Republika Srpska auraient considérablement exacerbé les tensions. La politique britannique aurait provoqué les dirigeants serbes et favorisé une évolution dans laquelle la sécession, les contre-mesures du pouvoir central et les affrontements armés semblaient de plus en plus probables – cela dans le but d'ouvrir un nouveau front dans les Balkans dans le cadre de la confrontation entre l'Occident et la Russie.

L'entrée en fonction de Trump, un tournant : coopération partielle avec Moscou

Selon Krainer, la situation aurait radicalement changé début 2025 avec l'entrée en fonction de Donald Trump. Le risque de guerre en Bosnie-Herzégovine aurait soudainement diminué de manière spectaculaire. L'administration Trump se serait

rangée du côté des dirigeants de la Republika Srpska et aurait œuvré, de concert avec Moscou, à reporter un référendum prévu sur la sécession, tout en initiant des pourparlers entre les parties au conflit.

Washington aurait ainsi contrecarré une stratégie britannique d'escalade. Les Américains n'auraient pas simplement contrôlé la situation par leur supériorité militaire, mais en modifiant les conditions politiques propices à une escalade. La mesure décisive aurait consisté à éliminer le déclencheur imminent d'une éventuelle confrontation.

Cette évolution illustrerait le fait que les États-Unis et la Grande-Bretagne ne poursuivent en aucun cas toujours les mêmes intérêts.

L'Occident n'est pas un acteur homogène : le conflit entre Washington et Londres

Krainer montre qu'un « Occident » en apparence uni est en réalité également marqué par des centres de pouvoir concurrents. Un gouvernement à Washington peut tout à fait mener une politique qui va à l'encontre des intérêts de cercles influents à Londres. Là encore, il convient de faire la distinction entre le pouvoir d'État américain et un réseau transnational de finance et de pouvoir qui a été et reste historiquement marqué de manière déterminante par les intérêts britanniques.

Krainer souligne que les États-Unis sont à l'origine nés comme une alternative à l'Empire britannique.



La **Boston Tea Party** fut une manifestation politique qui eut lieu le 16 décembre 1773 à Boston, au cours de laquelle des colons américains jetèrent à la mer 342 caisses de thé appartenant à la Compagnie britannique des Indes orientales. Cet événement marqua un tournant décisif dans l'escalade du conflit entre la Grande-Bretagne et ses colonies nord-américaines, à l'aube de la Révolution américaine.

La Déclaration d'indépendance de 1776 symbolise la fin réussie d'une domination formelle exercée depuis Londres sur l'ensemble du continent américain.

Selon Krainer, ce rapport de force se serait toutefois partiellement inversé par la suite : si les États-Unis sont certes devenus la première puissance militaire, ils resteraient néanmoins, sur certaines questions de politique étrangère et surtout en ce qui concerne la domination de l'oligarchie financière, sous l'influence de structures qui ne servent pas en premier lieu les intérêts américains. Il décrit ces structures comme un réseau composé de responsables politiques, de liens avec les services secrets, de think tanks et de cercles sociaux influents. Certaines parties de l'appareil d'État américain ne seraient donc pas exclusivement soumises à la Constitution et à la souveraineté nationale, mais à un ordre de pouvoir transnational.

Krainer utilise à cet effet le terme d'« État profond ». Il n'entend pas par là simplement l'existence d'une administration professionnelle fonctionnant en permanence, mais une structure de pouvoir informelle qui influence les décisions politiques, limite la marge de manœuvre du gouvernement démocratiquement élu et dispose de ressources financières quasi inépuisables. L'arrivée au pouvoir de Trump aurait initialement été l'expression d'une résistance interne aux États-Unis

contre la répartition du pouvoir en vigueur jusqu'alors. Krainer interprète la confrontation partielle entre le gouvernement Trump et l'empire financier britannique, dans un certain sens, comme une aggravation de ce conflit.

Le véritable pouvoir du capital financier : la domination par l'endettement plutôt que par l'occupation

Le cœur économique de l'interview réside dans la thèse de Krainer selon laquelle le pouvoir impérial moderne s'exerce avant tout par le biais du système financier. La force militaire serait importante, mais ne constituerait pas le véritable moteur du système. Ce qui serait déterminant, c'est la capacité à plonger d'autres pays dans une dépendance financière à long terme et à contrôler les flux de paiement qui en découlent.

Krainer décrit le modèle économique de l'Empire britannique « zombie » comme un trio composé de dettes, de matières premières et de spoliation des richesses.

Le rôle des banques : « le tapis roulant de la spoliation des richesses »

L'entreprise qui extrait effectivement la matière première n'est toutefois pas nécessairement la principale gagnante. Un groupe pétrolier doit employer du personnel, construire des installations, fournir de l'énergie, gérer les risques techniques et organiser l'extraction. Il fait partie de la chaîne de production de l'économie réelle.

Les banques, en revanche, peuvent tirer profit des structures de financement sans avoir à extraire ou à transporter elles-mêmes du pétrole. Leurs revenus proviennent des créances de crédit, des intérêts, des commissions et d'autres opérations financières.



Un tapis roulant : les richesses des pays sont acheminées vers les coffres de l'oligarchie financière

Krainer avance donc la thèse selon laquelle le véritable pouvoir ne réside pas nécessairement dans les entreprises industrielles visibles, mais dans les institutions financières qui déterminent les conditions de leur financement.

L'image utilisée par Krainer est celle d'un tapis roulant : d'un côté se trouvent les matières premières, la main-d'œuvre et la production économique réelle ; de l'autre, les créances, les paiements d'intérêts et les revenus du capital. Ce tapis roulant achemine une partie de la valeur ajoutée créée dans les pays en développement vers les centres financiers internationaux.

Enrico Mattei : le contre-modèle d'une politique économique à orientation nationale

Pour illustrer le contre-exemple de son modèle d'impérialisme dominé par la finance, Krainer cite le dirigeant industriel italien Enrico Mattei.



Après la Seconde Guerre mondiale, Mattei a fondé le groupe énergétique italien Eni et s'est efforcé de rendre l'Italie moins dépendante des géants pétroliers internationaux établis.

Sa stratégie consistait à conclure des accords directs et mutuellement avantageux avec des pays riches en matières premières. L'Italie devait s'approvisionner en énergie, tandis que les pays partenaires bénéficiaient d'investissements, d'infrastructures, d'un développement industriel et de possibilités d'emploi.

Dans ce modèle, la coopération économique ne visait pas en premier lieu à accumuler le plus de créances financières possible à l'égard d'un partenaire plus faible. Au contraire, les deux parties devaient en tirer profit grâce à des prestations économiques concrètes.

Des coopérations de grande envergure ont été mises en place avec les pays d'Afrique du Nord et l'Union soviétique. L'Italie aurait par exemple pu fournir des produits industriels et des tubes en acier, tout en recevant du pétrole en contrepartie. De tels accords auraient permis de faire pression sur les grands groupes pétroliers en matière de prix. Mattei n'aurait pas subordonné le développement économique de son pays aux intérêts des institutions financières internationales. L'Italie devait disposer de ses propres capacités industrielles, de ses propres entreprises et de ses propres moyens d'action en matière de politique économique.

Mattei aurait été éliminé pour des raisons similaires à celles d'Alfred Herrhausen, car il remettait en cause le modèle géopolitique d'exercice du pouvoir de cet « empire » – qui, dans son cas, incluait les grands groupes pétroliers et leurs structures de financement. Mattei est mort en 1962 dans un accident d'avion – un assassinat ciblé dont la responsabilité incomberait à la CIA, agissant pour le compte de l'État profond.

Mattei est donc l'un des nombreux exemples où des personnalités influentes ont été éliminées parce qu'elles voulaient faire aboutir un modèle économique alternatif.

Contrainte systémique du capitalisme : l'impérialisme est-il un choix conscient ou une nécessité structurelle ?

Pascal Lottaz soulève dans cet entretien une opposition théorique importante : le système décrit est-il le résultat de décisions ciblées prises par des acteurs financiers individuels – est-il donc intentionnel – ou résulte-t-il des lois internes du capitalisme – est-il donc inhérent au système ?

Cette question touche à un débat fondamental entre différentes théories de l'économie politique.

L'explication systémique de l'impérialisme proposée par Karl Marx et surtout par Vladimir Ilitch Lénine (« L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », 1916) part du principe que la concurrence capitaliste et la contrainte d'accumulation du capital génèrent, de par leur logique interne, des intérêts d'expansion économique qui doivent être garantis par le pouvoir étatique – d'où le partage du monde entre les grandes puissances.

Une telle explication structurelle soutient que, dans certaines conditions de concurrence, les entreprises et les institutions financières doivent inévitablement (en raison du système) rechercher des rendements plus élevés, de nouveaux débouchés, des conditions de production plus avantageuses et des placements sûrs.

Krainer s'oppose à une explication purement systémique. Il souligne que cette évolution est dans une large mesure intentionnelle. Le système ne se résume pas simplement à des forces de marché anonymes. Il est façonné par des personnes qui prennent des décisions, défendent des intérêts, financent des institutions et influencent les processus politiques.

Selon lui, les acteurs impliqués disposent bel et bien d'une marge d'appréciation quant à leurs objectifs. Ils s'efforcent d'aménager les conditions économiques et politiques de manière à garantir durablement leurs intérêts. Krainer reprend l'idée

selon laquelle les intérêts du capital peuvent contribuer à l'extension des rapports de domination et de dépendance. Mais il va plus loin : il voit derrière les schémas observés une stratégie délibérément coordonnée des élites internationales visant à préserver leur propre pouvoir.

La particularité de l'argumentation de Krainer réside dans le fait qu'il ne considère pas ces cinq hypothèses comme des phénomènes indépendants les uns des autres. Pour lui, elles forment un cercle vicieux : les intérêts financiers influencent la politique ; le pouvoir politique crée des dépendances économiques ; les conflits géopolitiques modifient les rapports de force ; les avancées technologiques élargissent les possibilités de contrôle ; et la perception du public détermine en partie si ces rapports sont acceptés ou remis en question.

Ce modèle constitue un point de départ tout à fait fructueux pour une discussion sur le pouvoir, le capitalisme et la politique étrangère. Son point faible réside dans le fait qu'il relie parfois des processus très différents au sein d'un seul et même cadre explicatif global. En l'absence de preuves concrètes, une critique structurelle plausible peut se transformer en une interprétation difficilement réfutable : toute évolution, même contradictoire, apparaît alors comme une preuve supplémentaire de la puissance du système.

Perspectives

Dans notre forum Geopolitica, nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises la concurrence systémique actuelle entre l'économie réelle et l'économie financière. Sous le titre « Un bouleversement historique se profile », nous avons par exemple montré que l'oligarchie financière internationale dépend fondamentalement de la capacité à trouver des États ou leurs dirigeants prêts à s'endetter durablement sur le « marché monétaire » – comme le fait actuellement l'Allemagne avec ses soi-disant « fonds spéciaux ».

Mais lorsque des États importants s'engagent à créer une économie réelle souveraine (c'est-à-dire qui ne dépend pas à long terme de dettes étrangères) pour subvenir aux besoins de leur population respective, cela coupe l'herbe sous le pied des usuriers. C'est là que réside, selon nous, la raison sans doute la plus importante des guerres menées tant en Ukraine que, désormais, contre l'Iran : la Russie, la Chine et l'Iran sont inaccessibles à ces sangsues. Il faut donc les contraindre à se soumettre avant que leur politique, axée sur une économie réelle souveraine, ne se répande à l'échelle mondiale. Ou, à tout le moins, repousser ce moment aussi loin que possible dans l'avenir.

Le Sud global, les pays du BRICS et bien d'autres poursuivent cependant résolument leur voie vers la souveraineté. Si cela s'impose à l'échelle mondiale, la puissance financière du « zombie immortel » décrit par Krainer touchera à sa fin. Dans ce contexte, on comprend pourquoi la guerre mondiale actuelle est menée de manière si acharnée et implacable, et pourquoi il n'y a aucune possibilité de solutions diplomatiques : c'est l'agonie du néocolonialisme. Le parasite disparaît lorsqu'il ne trouve plus d'hôte – et il est impossible de négocier avec lui.

Les intervenants :

Alex Krainer est un analyste de marché né en Croatie, auteur et ancien gestionnaire de fonds spéculatifs résidant à Monaco, réputé pour son expertise dans le domaine du négoce des matières premières et de l'analyse économique géopolitique. Il est le fondateur de KRAINER ANALYTICS et d'I-System Trend Following, ainsi que l'auteur de : « La Bible du trend following d'Alex Krainer », « Mastering Uncertainty », « Grand Deception » (interdit). Il publie par ailleurs régulièrement sur le Substack d'Alex Krainer. Pour en savoir plus sur son parcours, cliquez ici.

Le Dr Pascal Lottaz est professeur associé à l'université de Kyoto, où il étudie la neutralité dans les relations internationales et dirige le réseau de recherche neutralitystudies.com. Il a obtenu son master et son doctorat à l'Institut national d'études politiques (GRIPS) de Tokyo et a auparavant mené des recherches et enseigné à l'université de Waseda ainsi qu'à l'université Temple (campus du Japon). Parmi ses ouvrages les plus récents figurent « La Suède, le Japon et la longue Seconde Guerre mondiale » (Routledge, 2022), « Neutral Beyond the Cold : les États neutres et le système international après la Guerre froide » (Lexington Books, 2022) et « Notions of Neutralities » (Lexington Books, 2019). Il a également rédigé des articles sur les « Neutrality Studies » pour l'Oxford Encyclopedia et sur « The Politics and Diplomacy of Neutrality » pour l'Oxford Bibliography.

Ici, vous trouverez une liste de ses articles récents. Sur sa chaîne YouTube Neutrality Studies, on trouve régulièrement des interviews très instructives. Il vaut également la peine de consulter le Substack de Pascal Lottaz.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Vidéo Alex Krainer Grande-Bretagne Wall Street Ville de Londres